



Association du Lycée Français International Georges Pompidou
Établissement conventionné avec l'AEFE
Academic City - Ruwayyah
PO Box 294471
DUBAI - UAE
Tél : 04 326 00 26
Fax : 04 326 00 27

RAPPORT MORAL

Période de novembre 2018 à novembre 2019

Assemblée Générale Ordinaire du 26 novembre 2019

SOMMAIRE

Introduction	2
1) Le LFIGP en chiffres	3
2) Le LFIGP dans son environnement	8
3) Gestion financière et investissements	11
4) Gestion des ressources humaines	17
5) Développement des sites et contrats	21
6) Service informatique	24
7) Les actions de communication	25
8) Compliance - support juridique	27
9) Bilan, enjeux et objectifs à court et moyen terme	28

Chers membres actifs du Lycée Français International Georges Pompidou (LFIGP),

Le rapport moral de l'Association du LFIGP est présenté, chaque année, par les membres du Conseil de Gestion pour informer les membres actifs de l'association du LFIGP sur l'activité de l'exercice écoulé.

La lecture de ce document permet de s'informer avant de donner un « quitus » sur la gestion de l'année lors de l'Assemblée Générale.

Nous vous rappelons que les membres actifs sont les parents d'élèves qui ont des enfants inscrits au LFIGP et sont à jour du règlement de tous les frais et droits de scolarité dus à l'établissement. Ils peuvent ainsi voter suite à la tenue des Assemblées Générales (un vote par famille).

Le Conseil de Gestion est quant à lui constitué de parents bénévoles élus suite à l'Assemblée Générale. Les membres du Conseil de Gestion s'emploient à préserver et défendre les intérêts légaux du LFIGP dans la limite de leurs compétences et du rôle normal que l'on peut attendre de l'activité de membres bénévoles. Il est à noter que le présent rapport est établi sur la base d'informations comptables et financières communiquées par la Direction de l'établissement.

Traditionnellement, le rapport moral présente les comptes audités, passe en revue les principaux points liés aux ressources humaines, précise notamment les actions menées par le Conseil de Gestion. Vous y trouverez également les orientations futures avec les perspectives financières pour les années à venir.

Introduction

Ce rapport vous est présenté par les membres élus du Conseil de Gestion dont vous trouverez ci-après la liste.

Membres avec voix délibérative :

<u>Membres</u>		<u>Nationalité</u>
Shérine Sharara	Présidente	française
Anouar Idrissi	Vice-Président	française
Anne-Sophie Béaur-Vincent	Secrétaire-Générale	française
Jean-Guillaume Caruba	Trésorier	française
Christelle Rouleau	Vice-Trésorière	française
Diane Al Ghoussein	Membre	libanaise
Charles De Puybaudet	Membre	française
Ghide El Khalil	Membre	libanaise
Mouna Kotovsky	Membre	turque
Joyce Nicodème	Membre	libanaise
Isabelle Renard Al-Assaf	Membre- jusqu'en novembre 2019	française
Anne-Sophie Avot	Membre- jusqu'en janvier 2019	française

Le bureau a été constitué le 27 novembre 2018 après les élections ouvertes le 14 novembre 2018 lors de l'A.G.O.

Membres de droit avec voix consultative

M. Pascal Charlery	Proviseur
Mme Raja Rabia	Consule Générale de France à Dubai
Mme Sabine Sciortino	Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle - Ambassade de France aux Emirats Arabes Unis (jusqu'en juin 2019)
M. Hugo Henry	Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle, Ambassade de France aux Emirats Arabes Unis (depuis septembre 2019)
M. Philippe Herriau	Secrétaire-Général, DAF

Ont également été régulièrement invités aux réunions plénières du Conseil de Gestion :

- M. Philippe Lauzière, Proviseur Adjoint
- M. Laurent Lenogue, Proviseur Adjoint
- Mme Nathalie Menguy, Directrice du site d'Academic City primaire
- Mme Catherine Verbrugghe, Directrice du site d'Oud Metha maternelle
- M. Didier Chartres, Directeur du site de Sharjah (jusqu'en juin 2019)
- M. Olivier Sicard, Directeur du site de Sharjah (depuis septembre 2019)
- Mme Patricia Biny, Responsable financier (jusqu'en juin 2019)
- Mme Dominique Aumont Responsable financier (depuis Septembre 2019)
- Mme Wafae Belcadi, Responsable Compliance, support CDG
- M. Ismail Chantouf, Responsable Informatique (depuis mai 2019)
- M. Alexis Renouf, Responsable des Opérations.

Le Conseil de Gestion avait constitué 5 commissions, chargées de la préparation des décisions présentées et votées en séances plénières :

- Finances/Budget
- Ressources Humaines
- Compliance /Support Juridique
- AO/Contrats/Services extérieurs et Développement des sites
- Communication

Le Conseil de Gestion s'est réuni en session plénière sur le site d'Academic City chaque mois. Les groupes de travail et commissions se sont réunis ou ont échangé régulièrement dans le cadre de réunions ou par courriers électroniques entre chaque réunion plénière.

1. Le LFIGP en quelques chiffres

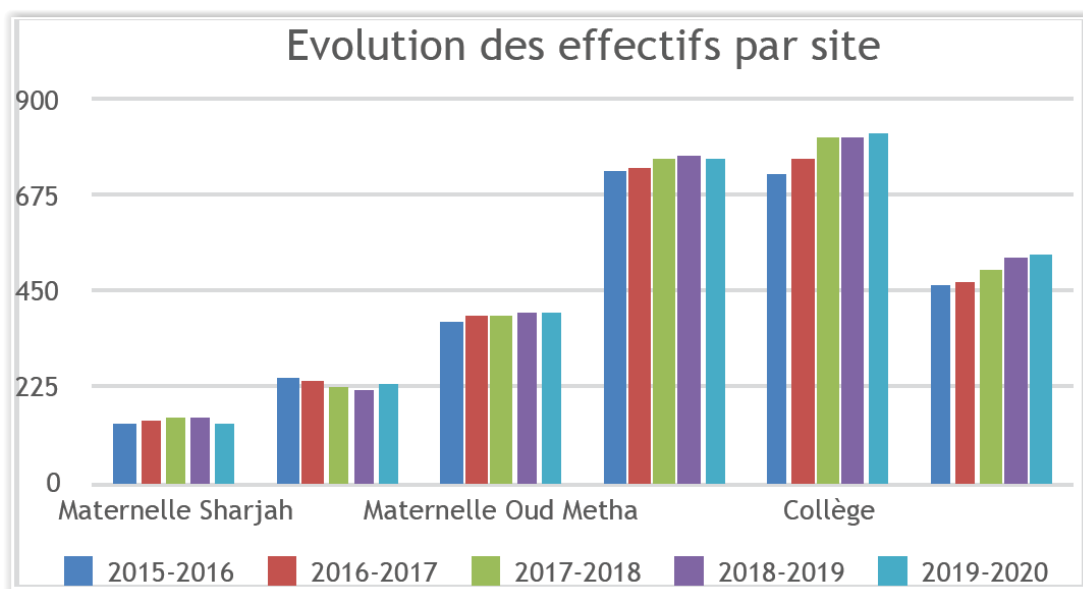
Le Lycée Français International Georges Pompidou accueille 2 885 élèves (chiffres au 14/10/19) répartis dans 114 classes (61 au primaire et 53 au secondaire).

Ouvertures de classe effectuées pour la rentrée de septembre 2019 :

- Une ouverture exceptionnelle et temporaire en CE2 a été accordée par le CDG suite à une demande formulée par la Direction fin Août. Cette demande a été acceptée afin de pallier la surcharge inattendue des effectifs.
- Ouverture d'une classe de troisième et de terminale en raison de la montée cylindrique.

Parallèlement, une classe de PS à l'école primaire de Sharjah a été fermée.

Ces effectifs se répartissent comme suit :



Effectifs réels au 14 octobre 2019

Les effectifs scolaires totaux sont stables à la rentrée de septembre 2019 comparativement à l'augmentation de +3,6% constatée en septembre 2018.

Cette quasi-stagnation du nombre d'élèves s'explique notamment par la saturation des classes à l'école maternelle d'Oud Metha et à l'école Élémentaire d'Academic City.

Le nombre d'élèves par classe est resté également quasi-stable entre les 2 dernières années scolaires, après une hausse de +1.6% entre 2017 /2018 et 2018 / 2019 :

Densité par site - nombre d'élèves par classe

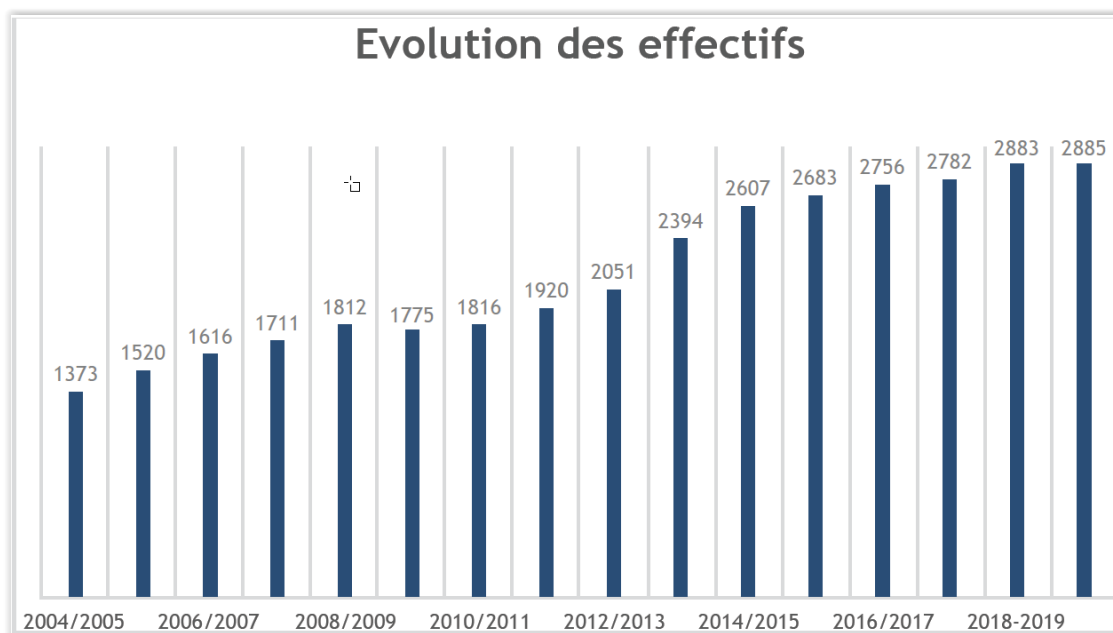
Densité par établissement	Année scolaire 2017-2018	Année scolaire 2018-2019	Année scolaire 2019-2020	Moyenne
Oud Metha	26.6	26.46	26.4	26.46
Maternelle Sharjah	25.33	25.5	27.2	25.5
Élémentaire Sharjah	22.5	22.1	23	22.5
Élémentaire AC	25.26	25.66	25.36	25.36
College	25.63	26.09	25.71	25.71
Lycee	26.15	26.75	25.66	26.15
	25.48	25.875	25.685	25.605

Concernant les demandes d'inscriptions reçues cette année, 923 demandes ont été déposées. 485 élèves ont été admis contre 571 en septembre 2018. Ceci s'explique par :

- la baisse du nombre des départs 296 en 2019 contre 340 en 2018,
- la baisse du nombre de demandes sur le niveau du CP Academic City contrairement aux années précédentes,

- la fermeture d'une division Petite Section de Sharjah, suite à un manque d'effectifs.

1. Evolution des effectifs depuis 2004



Les effectifs ont fortement évolué depuis septembre 2004, passant de 1 373 à 2 885 en septembre 2019. Cette forte croissance est due à l'ouverture d'une nouvelle école élémentaire à Academic City en septembre 2013. Cette montée de charge a été répartie sur deux ans.

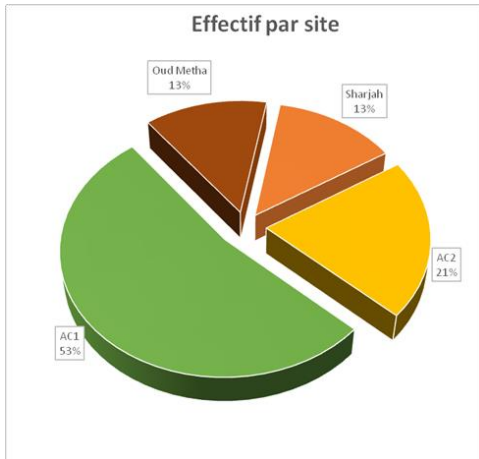
En effet, l'année 2013 a permis l'ouverture de 3 classes par niveau sur l'élémentaire Academic City Élémentaire et 2 sur Oud Metha. L'année 2014 a été marquée par la poursuite de cette extension avec l'ouverture d'une classe supplémentaire par niveau sur l'Elémentaire AC et Oud Metha d'où l'augmentation significative des effectifs sur ces deux années. Cette politique ouvre tous les ans à de nouveaux élèves la possibilité de rejoindre le LFIGP en CP. De plus, la montée de classes cylindriques ainsi que la construction du bâtiment E du secondaire en 2015 ne font qu'accompagner cette forte évolution.

La structure finale à terme :

- 5 divisions par niveau à Oud Metha
- 6 divisions par niveau à Academic City élémentaire
- 8 divisions par niveau à Academic City Secondaire (structure actuelle 7 divisions au Lycée. 8 divisions d'ici la rentrée 2022)
- 2 divisions par niveau à Sharjah

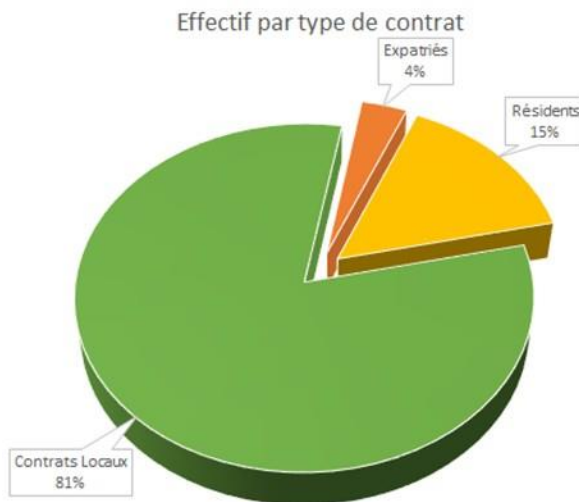
2. Les salariés

A la rentrée de septembre 2019, le LFIGP emploie 325 salariés contre 310 l'an dernier. Les explications détaillées sont fournies dans la partie Ressources Humaines du présent rapport.



Le personnel du LFIGP est divisé en 3 catégories :

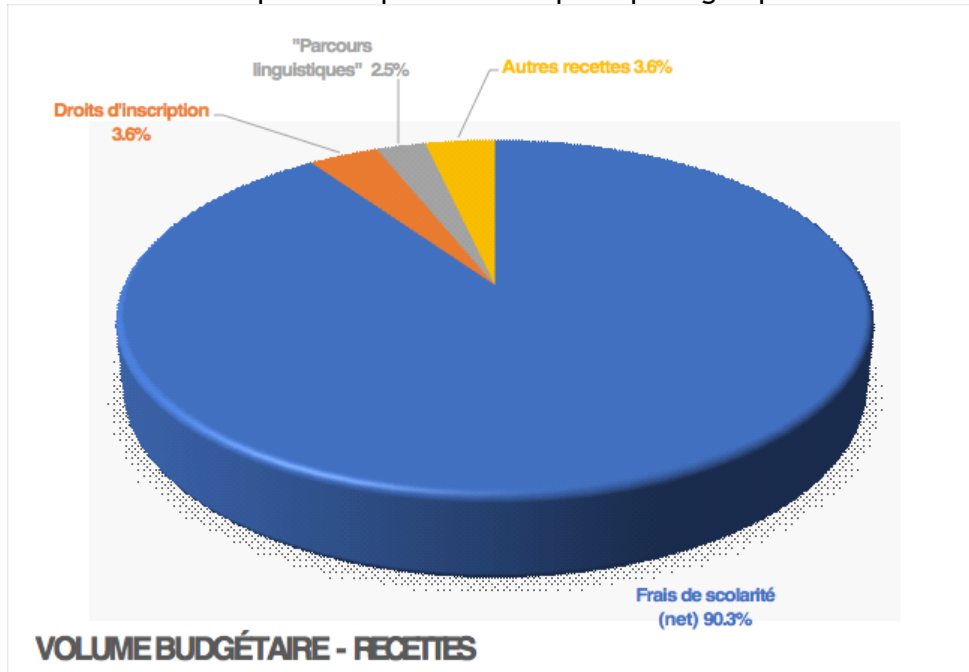
- Contrat local : Recrutés et gérés par le Conseil de gestion, en collaboration avec la direction du LFIGP. Ces salariés sont à la charge du LFIGP.
- Expatrié : Ces postes sont attribués et pris en charge à 100% par l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE).
- Résident : Ces postes sont attribués au LFIGP par l'AEFE.



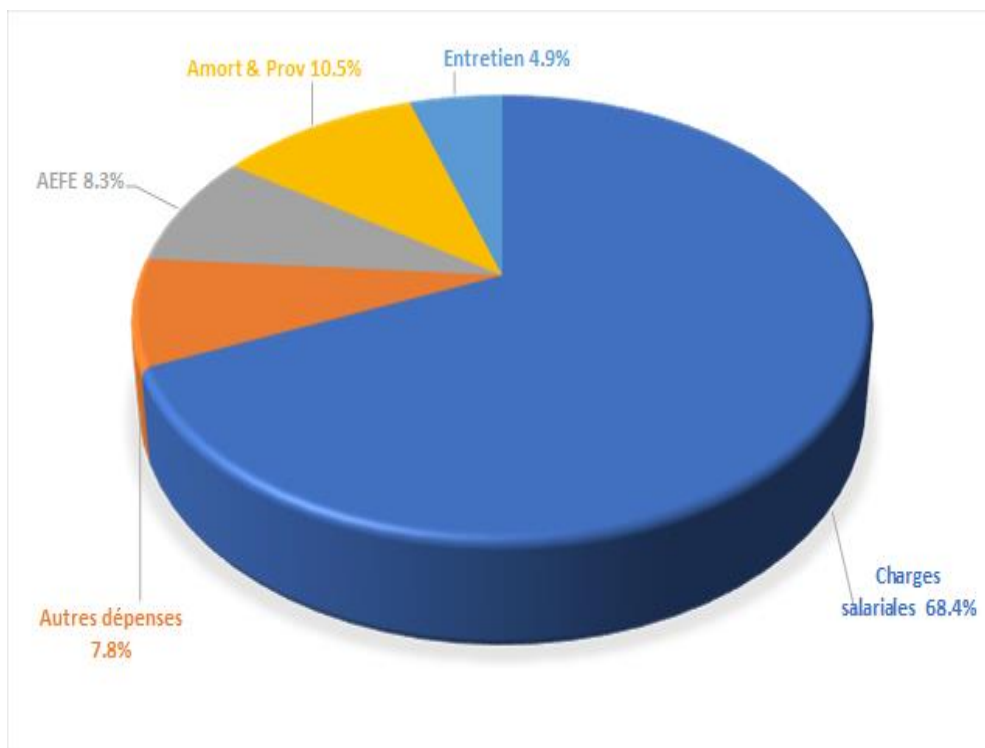
3. Le volume budgétaire

Le montant total des revenus nets de l'exercice 2018 géré par le Conseil de Gestion s'est élevé à AED 109.3 millions contre AED 101.6 millions en 2017 et le total des actifs nets a atteint AED 85.6 millions contre AED 78.1 millions l'année précédente.

Vous trouverez ci-après la répartition des principaux groupes de recettes :



Et de dépenses :



Ces éléments sont détaillés dans la partie "gestion financière et investissements ».

2. Le LFIGP dans son environnement

2.1. Fonctionnement du LFIGP

L'école maternelle de Dubaï-Oud Metha, les écoles primaires de Dubaï-Académic City et Sharjah et le site du secondaire de Dubaï-Académic City constituent un seul établissement géré par l'Association du Lycée Français International Georges Pompidou, qui agit :

- conformément à ses statuts, approuvés en Assemblée Générale Extraordinaire le 3 juin 2003, modifiés en mars 2004, mai 2007 et mai 2012.
- dans le cadre d'une convention signée avec l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE) renouvelée le 19 septembre 2016, et modifiée par un avenant aux articles 20 et 23 des dispositions particulières signée le 16 janvier 2018.
- sous la tutelle de l'Ambassade de France aux Emirats Arabes Unis.

La convention a pour objectifs notamment, de définir les rôles et les responsabilités des deux parties pour un bon fonctionnement de l'établissement. La nouvelle convention signée en septembre 2016 avait mis en place la fonction de Directeur Exécutif. La principale mission arrêtée pour ce poste était la gestion de l'établissement dans les domaines administratif, financier, gestion du personnel et opérationnel sous la responsabilité hiérarchique du chef d'Etablissement.

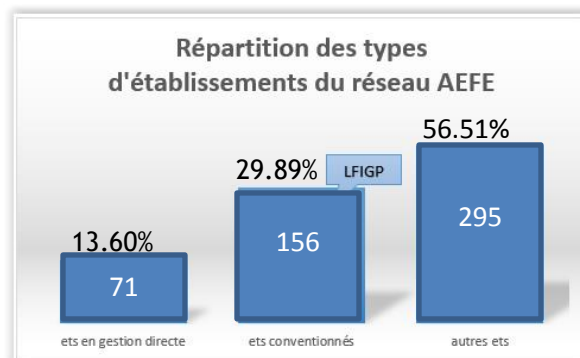
L'avenant du 16 janvier 2018 porte sur le renoncement au maintien de la fonction de Directeur Exécutif (DE) au profit de la nomination d'un Directeur Administratif et Financier (DAF) expatrié, nommé par l'AEFE à compter la rentrée de septembre 2018.

Les comptes du LFIGP (audités par KPMG) sont préparés par la Direction administrative et financière, avec implication de l'AEFE et contrôle du Conseil de Gestion.

Depuis la rentrée de septembre 2017, l'équipe d'encadrement du Lycée est dirigée par son proviseur M. Pascal Charlery, secondé par deux proviseurs-adjoints Messieurs Philippe Lauziere et Laurent Lenogue et deux Directeurs sur les sites d'Academic City Élémentaire et Oud Metha, Mesdames Nathalie Menguy et Catherine Verbrugge. M. Olivier Sicard a pris les fonctions de Directeur de l'Ecole de Sharjah depuis septembre 2019 en remplacement de M. Didier Chartres qui a été en fonction cinq ans (de Septembre 2014 à Aout 2019). L'ensemble de l'équipe de direction est nommé et géré par l'AEFE.

2.2. Le LFIGP au sein de l'AEFE

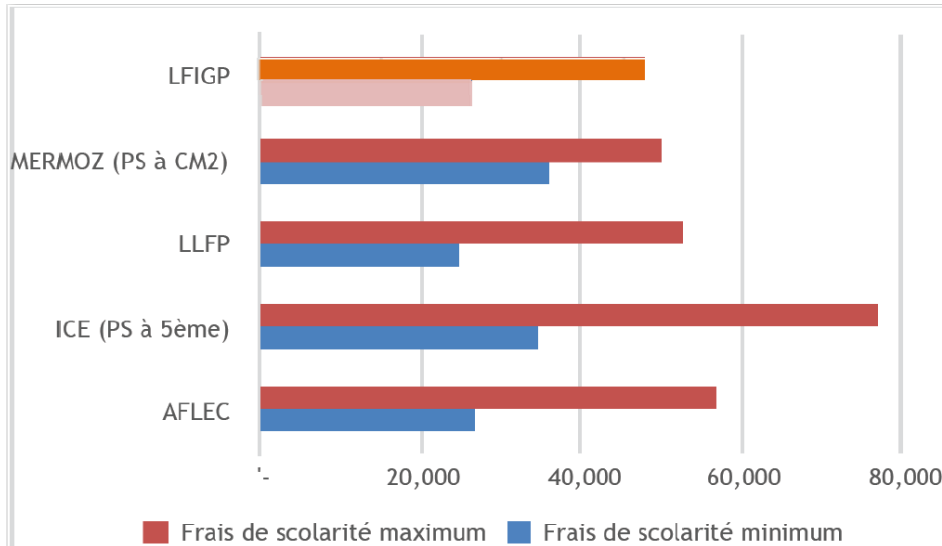
Le LFIGP est l'un des établissements du réseau de l'AEFE. Avec 522 établissements implantés dans 139 pays qui scolarisent plus de 370.000 élèves, le réseau de l'AEFE est le réseau scolaire à l'étranger le plus important au monde.



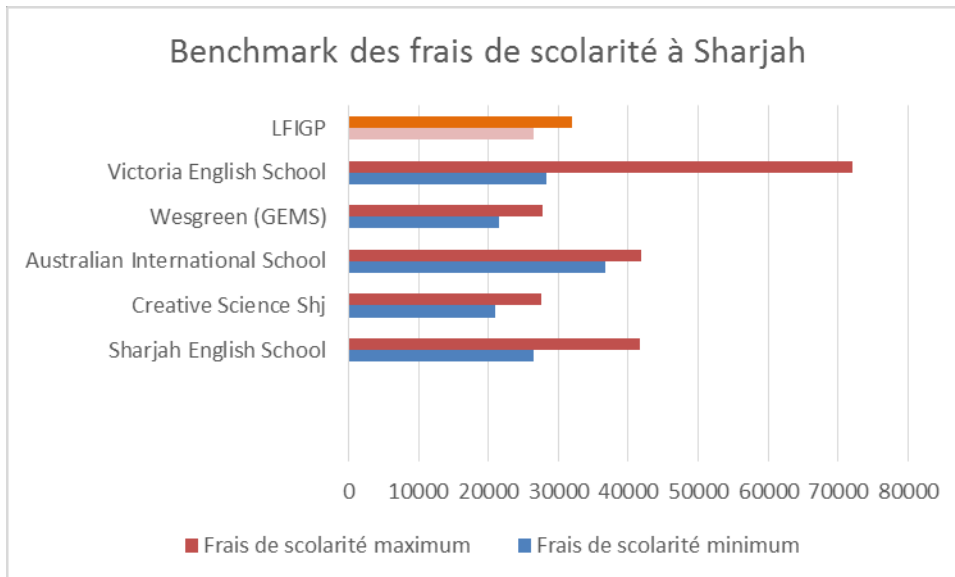
2.3. Positionnement des frais d'écolage annuels du LFIGP.

Le LFIGP est l'un des cinq établissements à cursus français de Dubaï et c'est le seul établissement conventionné aux Emirats Arabes Unis. Il est parmi les établissements, à structure pédagogique comparable, dont les frais de scolarité sont les moins élevés à Dubaï.

Comparatif des frais de scolarité du LFIGP à Dubai



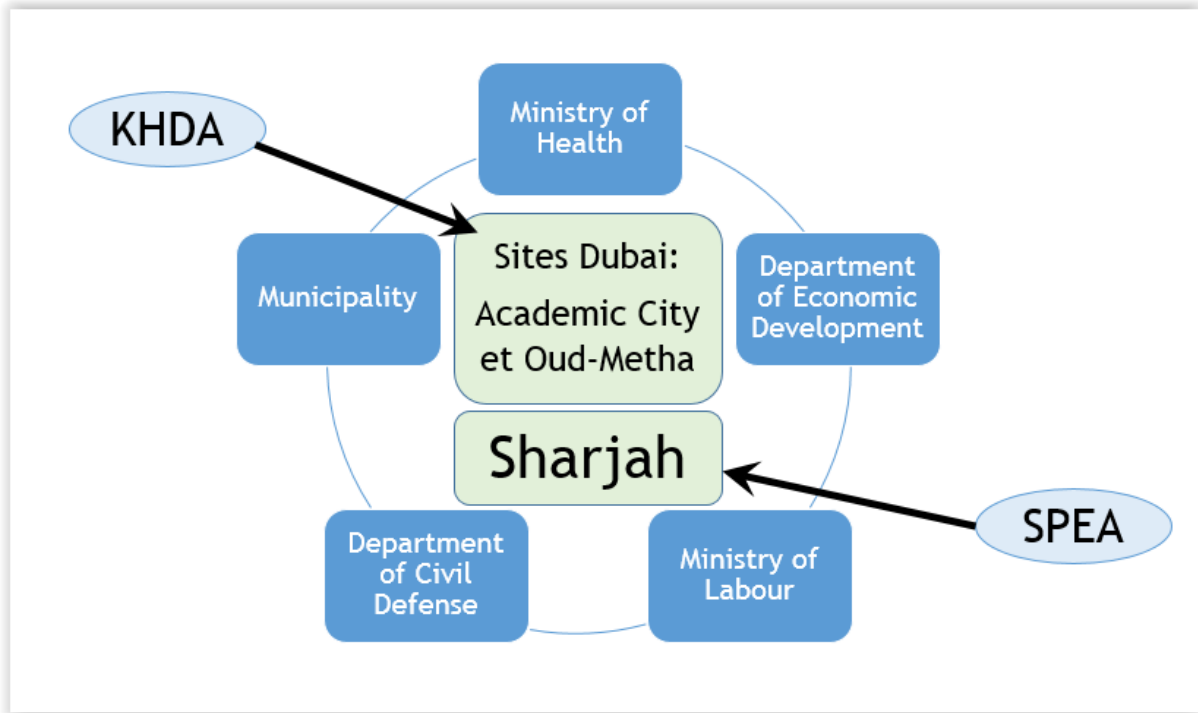
Comparatif des frais de scolarité à Sharjah



Il est à noter que parmi les établissements scolaires de Sharjah, seul le LFIGP a été notée « Very Good » suite à l'inspection du SPEA.

2.4. Le LFIGP et les autorités locales

Le graphique ci-après présente synthétiquement les différentes institutions émiriennes avec lesquelles le LFIGP est amené à interagir.



3. Gestion financière et investissements

Les comptes présentés ci-après sont audités et ont fait l'objet d'une certification pure et simple de la part du cabinet KPMG. Ils sont établis selon les normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

Le passage entre les comptes remontés à l'AEFE et les comptes IFRS consiste en certains reclassements sans incidence sur le résultat comptable dont principalement :

- un redécoupage court-terme / long-terme des dettes ;
- une affectation des subventions en diminution de l'actif immobilisé ;
- une reclassification de montants ayant leur réciproque en charges et produits de façon à annuler l'impact sur les comptes.

1. Analyse du compte de résultat (*)

	2017	2018	Variance	
	AED	AED	AED	%
Tuition and other scholarship fees (Gross)	106,272,710	113,369,662	7,096,952	6.7%
(-) Discounts for children of staff employees	3,302,304	2,816,707	-485,597	-14.7%
(-) Discounts for large families	1,361,297	1,301,086	-60,211	-4.4%
Tuition and other scholarship fees (Net)	101,609,109	109,251,869	7,642,760	7.5%
(-) Staff cost	65,915,468	71,241,761	5,326,293	8.1%
(-) General and administration expenses	20,377,492	26,272,903	5,895,411	28.9%
(-) Depreciation	5,885,328	6,387,042	501,714	8.5%
(-) Finance cost	658,576	240,219	-418,357	-63.5%
Finance income	266,388	363,325	96,937	36.4%
Other income	2,029,752	1,929,295	-100,457	-4.9%
NET SURPLUS FOR THE YEAR	11,068,385	7,402,564	-3,665,821	-33.1%

(*) Source: rapport des auditeurs au 31 décembre 2018

L'exercice fiscal du LFIGP se déroule du 1er janvier au 31 décembre ; les commentaires sont donc liés à cette période, et non aux années scolaires.

On observe en 2018 une hausse des **revenus bruts** (« Tuition and other scholarship fees - Gross ») de 7 097 Kaed qui s'explique principalement comme suit :

- Frais de scolarité et d'examens : + 5 961 Kaed due à la fois à la hausse du nombre d'élèves (+101 élèves) inscrits au LFIGP à la rentrée 2018 et à l'impact de l'augmentation des frais de scolarité (à Dubaï et à Sharjah) sur les deux derniers trimestres de l'année scolaire 2017/2018. En effet, à la rentrée 2018/2019 les frais de scolarité ont été gelés en application d'une décision gouvernementale émirienne.

Les frais de scolarité et d'examens représentent plus de 93% des revenus bruts.

- Partenariats Privilégiés Entreprises (PPE) : +1 111 Kaed. Il s'agit de revenus perçus par le LFIGP dans le cadre de contrats avec des sociétés dont les enfants de salariés bénéficient d'une priorité d'inscription.
- Parcours linguistiques : + 548 Kaed (+24% p/r à 2017) liés à la création de classes suite à la montée mécanique et également à l'augmentation des tarifs, appliqués à la rentrée de septembre 2017.
- Droits d'inscription : -456 Kaed (-10% p/r à 2017) en raison de la diminution du nombre d'élèves nouvellement inscrits en septembre 2018.

Les **revenus nets** (« Tuition and other scholarship fees - Net ») s'établissent à 109 252 Kaed en 2018, soit +8% p/r à 2017, après l'abattement accordé aux membres du personnel (2 817 Kaed en baisse de -15% p/r à 2017) et après la réduction accordée aux familles nombreuses (1 301 Kaed en baisse de -4%).

Les **autres produits** (« Other income ») connaissent une baisse de -100Kaed soit -5%.

Analyse des dépenses

Les **charges salariales** (« Staff cost ») ont atteint en 2018 un total de 71 242 Kaed contre 65 915 Kaed en 2017 soit une hausse de 5 326 Kaed (+8%). Elles représentent 65.2% des recettes scolaires (revenus nets), en hausse p/r à 2017 à 64.9%. Leur augmentation est légèrement supérieure à celle des recettes (+8.1% vs +7.5%).

En septembre 2018, le LFIGP employait 310 personnels enseignants et non-enseignants (contre 294 à la rentrée 2017) : 252 contrats locaux, 47 résidents et 11 personnels expatriés.

Cette augmentation des frais de personnel de 5 326 Kaed s'explique essentiellement par :

- la continuité de l'application du plan RH à 3 ans, avec notamment l'augmentation des salaires des personnels en contrat local de 3% au 1^{er} janvier 2018,
- le passage de l'allocation logement de 21.600AED par an, à 24.000AED par an par salarié (+11% p/r à 2017),
- la création de 16 postes (cf ci-dessous dans la partie Gestion des ressources humaines),
- une augmentation des frais relatifs à la couverture médicale des personnels de +500 Kaed.

En outre, comme mentionné dans le tableau ci-dessous :

- ✓ les charges salariales des contrats Locaux, qui représentent près de 80% du total, progressent de 8,0%, pour les raisons indiquées au-dessus, et avec 15 contrats Locaux supplémentaires vs la rentrée 2017 ;
- ✓ les charges salariales des Résidents - les 20% restants - augmentent de 8,3% : évolution du taux de change Euro/Aed, légère augmentation de la valeur du point indiciaire pour l'année 2018, hausse de l'allocation logement, et avec 1 contrat de Résidents supplémentaire vs la rentrée 2017 ;

Staff cost	2017	2018	écarts 18/17	
staff local contracts	52,562,956	56,779,768	4,216,812	8.0%
staff by AEFE	13,352,512	14,461,993	1,109,481	8.3%
	65,915,468	71,241,761	5,326,293	8.1%

Les frais généraux et frais d'administration (« General and administration expenses ») s'élèvent à 26 273 Kaed en 2018. Ils ont augmenté de 5 895 Kaed, soit +29% p/r à 2017.

Frais généraux et frais d'administration détaillés :

	2017	2018	variance AED	%
Management fees charged by AEFE	5,477,884	8,675,021	3,197,137	58%
Repairs and maintenance	4,533,792	5,091,414	557,622	12%
Water and electricity	2,052,831	1,948,994	-103,837	-5%
Professional fees, Trade licence, visa and custom duties fees	2,356,843	2,530,258	173,415	7%
Consumables	922,374	989,444	67,070	7%
Telephone and courier	407,245	547,956	140,711	35%
Training and accomodation	389,461	1,018,648	629,187	162%
Exam fees and others	223,965	302,634	78,669	35%
School transport and other travel expenses	96,144	389,064	292,920	305%
Insurance	166,809	143,572	-23,237	-14%
Magazines and newspapers	65,258	50,866	-14,392	-22%
Provision for doubtful debts	24,182	57,818	33,636	139%
Provision for risks & others	3,660,704	4,527,294	866,590	24%
	20,377,492	26,272,903	5,895,411	29%

La variation des Frais généraux et Frais d'administration s'explique notamment par

3 197 Kaed d'augmentation des frais versés à l'AEFE (officiellement nommés « Participation Financière Complémentaire - PFC »), qui correspond à 54% de la hausse de ce poste Frais généraux et Frais d'administration.

A noter que la PFC est calculée sur le montant des frais de scolarité.

Cette nette progression est expliquée par deux effets conjugués :

- l'augmentation du taux, fixé par l'AEFE à 9% en 2018, au lieu de 6% en 2017, comme mentionné dans le tableau ci-dessous,
- la hausse des frais de scolarité, détaillée plus haut dans l'analyse des revenus (effectifs et tarifs scolaires).

Taux de Participation Financière Complémentaire (PFC) versée à l'AEFE- ("Management fees

charged by AEFÉ"). Taux appliqué au montant des frais de scolarité.

2016	2017	2018	2019
6%	6%	9%	7.5%

- 867 Kaed de provisions pour risques et autres, en raison de la mise en conformité à respecter par tout établissement scolaire aux Emirats. Ce montant a été validé par le cabinet d'audit KPMG ;
- 629 Kaed relatifs à la formation interne ;
- 557 Kaed de frais de maintenance liés à des efforts d'entretien sur les différents sites avec un déploiement d'un programme de maintenance préventive ;
Parallèlement, le poste de dépenses d'eau et d'électricité continue à diminuer de 104 Kaed, soit -5%, après une baisse de -15% entre 2016 et 2017 : réparations de fuites, remplacement de climatiseurs obsolètes et énergivores.

Les dotations aux amortissements (« Depreciation ») sont en hausse (+0.5 Maed) impactées notamment par l'amortissement de l'extension dont les travaux se sont achevés en 2016, ainsi que par les nouveaux investissements réalisés pendant l'exercice.

Les charges financières (« Finance cost ») diminuent de 418 Kaed : ce poste est composé essentiellement des charges d'intérêts relatifs aux prêts contractés lors de la construction des bâtiments (Academic City).

Résultat

en Kaed	2017	2018	écarts 18/17	
RESULTAT D'EXPLOITATION	11,461	7,279	-4,181	-36%
RESULTAT FINANCIER	-392	123	515	131%
RESULTAT NET	11,068	7,403	-3,666	-33%

Le résultat d'exploitation s'élève à 7.3 Maed au 31 décembre 2018. Il convient de noter que l'augmentation des revenus (+8%) ne permet pas de couvrir celle des charges d'exploitation (+13%). Les charges d'exploitation sont la somme des charges salariales, des frais généraux et frais d'administration et des dotations aux amortissements. Les charges salariales représentent la plus grande partie des charges d'exploitation à 68,6%.

Le résultat financier s'améliore (+515 Kaed) grâce à l'effet conjugué d'une hausse des produits des placements et d'une baisse des charges d'intérêts (comme détaillée ci-dessus).

Le résultat net du LFIGP s'établit donc sur l'exercice 2018 à 7.4 Maed, en baisse de 3.7 Maed soit -33%.

La baisse du résultat net s'explique par l'effet conjugué :

- du gel des frais de scolarité imposé par les autorités locales, à partir de la rentrée de septembre 2018 (impactant donc 4 mois),
- de la hausse des charges salariales (augmentation des salaires des contrats locaux de +3% à partir de janvier 2018 et hausse de l'allocation logement de l'ensemble des personnels, contrats locaux et résidents, de 21 600 Aed à 24 000 Aed)
- de l'augmentation de la participation financière complémentaire (PFC) AEFÉ, de 6% en 2017 à 9% en 2018.

Réserve spéciale pour travaux

Une réserve spéciale pour travaux de 12.1 Maed constituée au 31 décembre 2014 a fait l'objet
Rapport Moral 2019-2020

d'une réduction à hauteur de 0.609 Maed à la fin de l'exercice 2018. En effet, cette réserve avait été constituée pour couvrir le coût de l'extension du site d'Academic City secondaire. Ce chantier ayant été achevé en septembre 2016, un transfert en réserve de l'établissement, pour la part des amortissements liés à ces travaux est effectué chaque année.

2. Analyse du bilan

Les éléments notables sont les suivants :

«Assets employed»

On observe une augmentation globale de 10.13 Maed se décomposant comme suit:
ASSETS EMPLOYED

<i>en Maed</i>	2017	2018	<i>écarts 18/17</i>	
Actif net immobilisé	58.0	55.6	(2.4)	-4%
Actif circulant	71.9	81.6	9.8	14%
Dettes court terme	(32.0)	(33.6)	(1.6)	-5%

L'actif immobilisé net baisse de 2.4 Maed, sous l'effet mécanique d'un montant d'investissement de 3.73 Maed réalisé au cours de l'année et d'une charge d'amortissement constatée pour 6.4 Maed.

La majorité de l'actif circulant est composée de la trésorerie pour 71.8 Maed contre 68.9 Maed en 2017. Une partie de celle-ci fait l'objet de placements. Bien que ce montant paraisse important, il faut le mettre en corrélation avec le passif du bilan. Le total des dettes de l'établissement s'élève à 51.7 Maed.

A noter que l'écart résiduel provient de l'anticipation du règlement à l'AEFE en décembre 2018 au lieu de mars 2019 pour un montant de 4.3 Maed.

Les dettes court-terme progressent de 5% à +1.6 Maed et se décomposent comme suit :

DETTES COURT-TERME

<i>en Maed</i>	2017	2018	<i>écarts 18/17</i>	
Dépôt familles	10.4	11.1	0.7	7%
Dettes AEFE	1.8	1.7	(0.1)	-6%
Emprunt < 1 an	3.4	3.1	(0.3)	-8%
ODF / PPE < 1 an	0.2	0.8	0.7	393%
Avances scolarité	7.8	9.3	1.6	20%
Autres dettes	8.5	7.5	(1.0)	-12%
Dettes court-terme	32.0	33.6	1.6	5%

La hausse de la dette liée aux avances de scolarité résulte de l'encaissement des écolages du second trimestre, avant la clôture de l'exercice.

« Funds employed »

Les capitaux propres ont augmenté de 7.4 Maed suite à l'affectation du résultat excédentaire de l'exercice pour le même montant.

Les dettes long-terme sont passées de 19.7 Maed au 31 décembre 2017 à 18.1 Maed à la fin de l'exercice 2018, soit une baisse de 1.6 Maed qui s'explique par les éléments ci-après :

DETTES LONG TERME

<i>en Maed</i>	2017	2018	<i>écarts 18/17</i>	
Emprunts > 1 an	3.1	-	(3.1)	-100%
IFS	16.6	16.3	(0.2)	-1%
ODF / PPE > 1 an	-	1.8	1.8	
Dettes long-terme	19.7	18.1	(1.6)	-8%

Les emprunts long-terme contractés pour le financement de la construction du collège/lycée et du primaire d'Academic City se réduisent du montant de leur amortissement respectif, et pour la première fois, ils deviennent des emprunts court-terme d'un montant de 3.1 Maed au 31/12/2018, comme indiqué dans le détail des dettes court-terme ci-dessus.

En effet, l'emprunt Dexia contracté en 2006 pour 29 Maed atteint ainsi 2.7 Maed au 31 décembre 2018 et la facilité de crédit UAB obtenue en février 2012 pour 4.7 Maed s'élève quant à elle à 0.4 Maed à la clôture de l'exercice 2018.

Pour mémoire le premier prêt a été contracté en dollars US, à un taux fixe de 4.64% sur une durée de 15 ans. Son échéance est prévue en décembre 2019.

S'agissant de la facilité de crédit, elle a été accordée en 2012 pour un montant maximum de 15 Maed au taux variable : 3 mois EURIBOR, +3% avec un minimum de 7% par an sur 7 ans. En mars 2013, sur la base des montants débloqués, soit 4.7 Maed, le taux d'intérêt a été négocié pour correspondre au taux créditeur du DAT (dépôt à terme+1%). L'échéance prévue est août 2019.

Les indemnités de fin de service ont légèrement diminué de 0.2 Maed :

- reprise de 3.2 Maed liée aux départs effectifs des personnels et du paiement de leurs indemnités ; départs plus nombreux que sur les exercices précédents,
- associée à une dotation de 2.9 Maed sur 2018.

Le montant de ces provisions est impacté par l'augmentation des effectifs et l'évolution de l'ancienneté des personnels.

Les Partenariats Privilégiés Entreprises (PPE) : +1.8 Maed représentent les premiers revenus de contrats passés par le LFIGP avec des sociétés en échange d'un droit de priorité d'inscription. Ils diminuent au fur et à mesure de leur utilisation par les entreprises détentrices.

3.3 Les investissements

Pour mémoire les investissements antérieurs ont été de :

- 1.2 Maed en 2011-2012
- 1.70 Maed en 2012-2013 (hors construction)
- 1.75 Maed en 2013-2014

- 1.56 Maed en 2014-2015 (hors construction et aménagements liés à l’extension)
- 2.28 Maed en 2015-2016 (hors construction et aménagements liés à l’extension)
- 2.79 Maed en 2016-2017
- 3.79 Maed en 2017-2018.
- 2.3 Maed en 2018-2019.

Ainsi, il est à noter que le montant des investissements au sein des trois sites du LFIGP augmente régulièrement chaque année. Le CDG a pour objectif permanent d’améliorer tant les conditions d’apprentissages des élèves que les conditions de travail des personnels du LFIGP.

4. Gestion des ressources humaines

4.1 Personnel de l’établissement

Le conseil de gestion, en collaboration avec la direction du LFIGP, emploie et gère le personnel recruté sous contrat local.

L’Agence pour l’Enseignement Français à l’Etranger (AEFE) attribue à l’établissement des postes d’enseignement et d’encadrement sous deux statuts : « expatrié » ou « résident », hors de la compétence du conseil de gestion.

Le personnel du LFIGP est divisé en 3 catégories :

- Contrat local : Recrutés et gérés par le Conseil de gestion, en collaboration avec la direction du LFIGP. Ces salariés sont à la charge du LFIGP.
- Expatrié : Ces postes sont attribués et pris en charge à 100% par l’AEFE.
- Résident : Ces postes sont attribués au LFIGP par l’Agence pour l’Enseignement Français à l’Etranger (AEFE).

4.1.1 Répartition en septembre 2019

310 personnels travaillaient au LFIGP en septembre 2018. A la rentrée 2019, ce nombre s’établit à 325 personnels.

Répartition par type de contrat et par métiers

	Expatriés	Résidents	Contrats Locaux	Total
Direction	7	-	-	7
Cadres Administratifs	-	-	6	6
Autres personnels administratifs	-	-	25	25
Agents de Service et Maître Nageur	-	-	7	7
Technicien(ne) Laboratoire	-	-	3	3
Personnel de Santé	-	-	7	7
Coordinateur(trice) APS	-	-	3	3
Enseignants	4	48	160	212
Vie Scolaire (C.P.E. + A.E.D.+ Coord VS1)	-	1	22	23
Documentalistes	-	-	7	7
Orientation et P.A.P.	-	-	4	4
Assistants Maternelles	-	-	21	21
TOTAL	11	49	265	325

- Sur les 160 enseignants en contrat local, 93 exercent au secondaire et 67 au primaire ;
- Sur les 49 résidents enseignants, 27 exercent au secondaire et 22 au primaire ;
- 4 expatriés enseignants exercent au secondaire.

Pour information, le LFIGP a fait le choix de faire appel à des sociétés extérieures pour la réalisation de certaines prestations, cela représente 339 personnes (contre 333 l'année précédente) dont :

- 17 personnes pour la restauration ;
- 49 personnes pour la maintenance et nettoyage des sites ;
- 12 personnes pour le gardiennage ;
- 261 personnes pour le transport (7 coordinateurs, 125 chauffeurs et 129 accompagnatrices de bus).

4.1.2 Mouvements de personnel / Création de postes

Mouvements de personnel

37 personnels ont quitté le LFIGP durant l'année scolaire 2018-2019, dont 26 au 31 Août 2019 : 5 personnels AEFE dont un membre de la Direction et 32 personnels en contrat local.

De plus, 18 postes supplémentaires ont été ouverts, au cours de l'année 2019, en vue de répondre à des axes prioritaires impulsés par le CDG et l'équipe pédagogique :

- la nouvelle réforme du BAC entraînant l'augmentation des besoins en enseignement,
- l'accompagnement de la nouvelle politique de langues,
- la mise en place des sections sportives,
- les besoins grandissant des différents services administratifs.

Il s'agit notamment de :

- 4 postes d'enseignants pour la section internationale (3 postes dans le secondaire et 1 poste au primaire) ;
- 1 poste de professeur des écoles ;
- 5 postes d'enseignants au secondaire (différentes matières nécessaires pour la nouvelle réforme du BAC) ;
- 1 poste de Chargé(e) des élèves à besoins particuliers ;
- 3 postes au sein des services administratifs dont 1 poste de responsable informatique pour la création et mise en place d'un service Informatique interne à l'établissement ;
- 3 postes de Coordinateur(trice) APS.

Ainsi, l'établissement a accueilli, au 1^{er} septembre 2019, 53 nouvelles personnes au sein de ses équipes (inclus dans l'effectif) respectant la ventilation suivante :

- 35 nouveaux arrivants ventilés comme suit :
 - 6 personnels AEFE dont 1 membre de la Direction
 - 29 personnels en contrat local
- 18 contrats locaux à durée déterminée (CDD) transformés en contrats à durée indéterminée (CDI).

En outre, en application des conditions de service de l'établissement, les départs à la retraite pour les personnels ayant atteint plus de 65 ans ont été effectifs au 31 août 2018 (8 départs en 2018).

Procédures de recrutement des contrats locaux

Celles-ci sont clairement établies, quel que soit le type de poste.

Après publication du poste vacant ou susceptible d'être vacant sur le site du LFIGP, une présélection de dossiers de candidature est réalisée et des entretiens sont menés. Suite à ces entretiens, les candidats classés sont présentés en commission de recrutement et au conseil de gestion. Les conditions salariales sont déterminées en fonction des grilles de salaires en vigueur dans l'établissement ainsi que des règles de validation de l'expérience établies dans les conditions de service.

Il est important de noter que le CDG est impliqué dans l'ensemble du processus de recrutement des postes clés de la structure administrative du lycée.

4.2. Action du conseil de gestion

4.2.1 Rencontres avec le personnel

Le Conseil de Gestion, représenté par les membres de la commission RH, a rencontré les représentants du personnel, à leur demande, durant l'année scolaire 2018-2019. Ces réunions ont permis d'écouter et d'échanger sur les préoccupations premières et les demandes des personnels. Ces rencontres donnent lieu à des échanges et permettent d'avoir un dialogue constructif avec une vue d'ensemble.

4.2.2 Conditions salariales

Augmentation de salaires

Compte tenu de la situation économique aux Emirats Arabes Unis et notamment à Dubaï, et suite au gel des frais de scolarité imposé, aucune augmentation de salaire n'a été accordée au 1^{er} Janvier 2019 (contre 3% en Janvier 2018) aux personnels en contrat local.

L'Allocation de Vie Locale (AVL) est maintenue à 8% du salaire de base au 1^{er} janvier 2019.

Pour mémoire, lors de l'établissement du budget 2016, le conseil de gestion avait travaillé sur la mise en place d'un plan triennal concernant les mesures relatives aux ressources humaines au sein de l'établissement.

L'Indemnité Spéciale Logement (ISL) a été mise en œuvre en janvier 2016. Cette indemnité évolutive, a été fixée à Aed 24 000 pour l'année 2018, contre Aed 21 600 pour l'année 2017 et Aed 12 000 pour l'année 2016.

Cette aide a été renommée en 2018 Allocation Logement (AL). Elle est attribuée à l'ensemble du personnel à l'exception des personnels sous contrat expatrié AEFÉ et des personnels en contrat local bénéficiant d'une prime de logement.

Le montant attribué au titre de l'Allocation Logement, soit 24 000 AED, est maintenu pour l'année 2019.

Fonds social

La pérennisation de l'indemnité spéciale de logement ou allocation logement a permis la transformation du fonds d'aide au logement en un fonds social pour répondre aux besoins spécifiques de certains personnels ayant des difficultés exceptionnelles. Ce fonds est alimenté annuellement à hauteur de 0.1% des recettes.

Prime aux enseignants du primaire et du secondaire

Dans la continuité du plan triennal, l'ensemble des enseignants locaux du primaire et du secondaire ont été alignés sur les primes versés par l'AEFE aux enseignants résidents. Le montant de cette prime a atteint à partir de janvier 2018 le montant de Aed 5 000 par an. Cette prime est restée équivalente pour l'année 2019.

Formation - Personnels « English Native Speaker Teacher »

Afin d'améliorer leur intégration au sein de l'établissement, les « English Native Speaker Teacher » qui le souhaitent bénéficient de cours de langue Française à l'Alliance Française.

Package pour les nouveaux Résidents à recrutement différé

A partir de septembre 2018, les nouveaux personnels résidents à recrutement différé ont bénéficié :

- d'une prime d'installation en fonction de leur statut (personne célibataire, couple, nombre d'enfants),
- de l'équivalent de deux années d'allocation logement, soit Kaed 48. Cette mesure limite le versement aux résidents de l'allocation sur deux ans.

Plan d'épargne retraite

Afin de faire suite à la demande des personnels, le Conseil de Gestion s'est engagé à effectuer un abondement annuel à hauteur de 2 400 AED maximum par employé sur un produit d'épargne volontaire nominatif proposé par METLIFE.

Régularisation des congés payés (départ et arrivée en cours d'année scolaire)

Dans le cadre d'une uniformisation équitable du calcul des congés payés, le CDG a validé la mise en œuvre d'une régularisation comme suit : en cas de départ ou d'arrivée en cours d'année scolaire d'un personnel en contrat local, la rémunération des congés annuels est réajustée au prorata du nombre de jours effectivement travaillés durant l'année scolaire et au taux du dernier salaire de base.

Amélioration des conditions de travail

Les conditions de service des personnels en contrat local (enseignants et non-enseignants)

La commission RH du conseil de gestion a souhaité mettre en place les documents décrivant les conditions de service du LFIGP pour les personnels en contrat local, enseignants et non enseignants. Les conditions de service ont été rédigées en association avec les représentants du personnel et ont été diffusées pour la première fois en juin 2015, à l'ensemble des personnels enseignants et non enseignants.

Ces conditions de service sont revues et précisées régulièrement.

Entretien en fin de période d'essai

Depuis septembre 2018, des entretiens en milieu ou en fin de période d'essai sont réalisés par les chefs de service et l'équipe de Direction.

Ces derniers permettent de faire le point sur l'activité des nouveaux personnels ainsi que sur l'adéquation entre le poste et les compétences/le profil de la personne nouvellement recrutée.

Mise en place d'une page intranet RH

Depuis septembre 2019, une page intranet RH a été mise en place sur le site internet du LFIGP. Cette dernière centralise pour tous les personnels un certain nombre de documents/formulaires utiles et procédures RH. Y sont disponibles, entre autres, les conditions de service en vigueur, les formulaires d'absences (contrat local et AEFÉ), les demandes d'heures supplémentaires ainsi que les éléments nécessaires pour les démarches auprès de l'assurance santé de l'établissement.

Cette nouvelle page web RH permet d'améliorer l'accessibilité aux règles/procédures RH ainsi que de d'optimiser et faciliter le partage d'information entre les personnels et le service des Ressources Humaines.

5. Développement des sites et contrats

5.1 Travaux d'aménagement et de rénovation

Le Conseil de Gestion organise avec la Direction diverses réunions préparatoires au sujet des investissements.

Plusieurs projets de rénovation et d'aménagement ont été votés au cours de l'année pour une réalisation pendant les congés d'été 2018 et 2019. Les axes d'amélioration sont, l'amélioration de l'empreinte environnementale et des infrastructures, les économies d'énergie, le système informatique et la pérennisation de la sécurisation des sites.

Ci-dessous la liste des travaux majeurs effectués principalement pendant les vacances d'été :

- **Sécurité :**
 - Aménagement des portes de sorties de la cour- AC2
 - Nouveau système d'alarme incendie -OM
 - Installation d'un système de Public Address -SH
- **Rénovation/ Maintenance :**
 - Rénovation des salles de réunion du Bâtiment E - AC1
 - Aménagement électrique de la salle de technologie - AC1
- **Rénovation de la réception -AC2**
 - Plantation de palmiers -AC2
 - Installation de sol vinyle dans 3 classes de petite section et d'une classe de moyenne section -OM
 - Peinture de plusieurs salles de classe -OM
 - Réaménagement d'une classe de MS-OM
 - Mise en place de LED dans les salles de cours-AC1 et SH
- **Amélioration des infrastructures sportives :**
 - Rénovation complète du terrain de sport - AC2
 - Agrandissement de la cour du terrain de sport- AC2
 - Rénovation du gymnase (revêtement sol et peinture) -OM
 - Nouveaux jeux de sol pour la moyenne section-OM
 - Nouveaux jeux pour la petite section-OM
 - Marquage au sol du gymnase -SH
- **Modernisation des équipements :**
 - Installation d'un écran de communication à la réception-AC2

Projets pour l'année 2020 qui devront être validés dans le cadre du vote du budget :

- **Projets Sécurité :**
 - Nouveau Public 'Address system' - AC2
 - Installation de caméras au Secondaire- AC2
 - Projets de mise en conformité suite aux nouvelles réglementations de Dubai Municipality - Dubai Universal Design Code- AC1, AC2, OM
- **Projets de développement durable :**
 - Parking solaire
 - Luminaires solaire
 - LED gymnase - SH
- **Projets de Rénovation :**
 - Auditorium-AC2
 - Sols de certaines classes - SH
 - Sol et acoustique du gymnase - AC2
 - Systèmes de climatisation- OM et SH
 - Agrandissement - bâtiment administratif - AC2

*La Direction, le Poste Diplomatique et le CDG ont répondu favorablement à l'offre de l'Emir de Sharjah visant à rénover gratuitement les établissements scolaires de l'Emirat de Sharjah. L'établissement est dans l'attente d'un retour.

5.2 Contrats avec les prestataires externes

5.2.1 Uniformes

Pour mémoire, la société Threads assure la production et la vente des uniformes du LFIGP depuis juillet 2018. Le contrat a été signé jusqu'à la période scolaire 2020-2021, il s'agissait d'un contrat d'une durée de trois ans.

Pour la rentrée 2019-2020, une vente d'uniformes a été organisée au sein de l'établissement par Threads pendant une période de huit jours. La gestion des stocks par le nouveau prestataire n'a pas été à la hauteur des attentes du LFIGP la première année. En Juillet 2019, le LFIGP a donc conjointement avec le CDG pris des mesures pour s'assurer qu'un stock suffisant serait à la disposition des familles.

Deux réunions avec des parents délégués ont eu lieu depuis le début du contrat de Threads avec pour objectif une amélioration continue des prestations.

5.2.2 Transport scolaire

Plus de 2 000 élèves sont transportés chaque jour sur les sites d'Academic City, d'Oud Metha et Sharjah.

Le contrat de transport pour le site d'Academic City Élémentaire et d'Oud Metha liant le LFIGP et la société Expert est arrivé à échéance en juin 2018, un appel d'offre a été lancé dès le mois de janvier.

Cinq sociétés ont répondu et la société Expert a été retenue pour une durée de 3 ans.

L'objectif a été de garantir une qualité de prestation tout en maintenant des tarifs compétitifs pour ces deux sites.

S'agissant de Sharjah et Academic City secondaire le contrat avec le prestataire STS est en cours jusqu'en juin 2021, contrat initialement négocié sur trois ans.

5.2.3 Maintenance et entretien des sites

La maintenance opérationnelle des sites d'Academic City (entretien des équipements, électricité et plomberie) et la maintenance complète des sites d'Oud Metha et Sharjah est assurée par la société ENOVA.

La société ENOVA a été mise en compétition lors d'un appel d'offre lancé en mars 2019. Quatre entreprises spécialisées dans ce secteur ont apporté des réponses technico-commerciales.

ENOVA a finalement été retenue pour une durée de deux ans car elle proposait une offre complète et compétitive et offrait des prestations supplémentaires intéressantes.

Un appel d'offre a aussi été lancé en 2019 concernant les services de nettoyage sur les différents sites.

Quatre entreprises spécialisées dans ce secteur ont répondu.

Après études des offres, la société Al Fajer a été confirmée pour le site d'Academic City pour une durée de trois ans.

Néanmoins, la société Herald a été remplacée par ISNAAD pour trois ans sur le site d'Oud Metha et de Sharjah. Cette société a une approche plus professionnelle. Les équipements sont modernes et leurs équipes sont mieux formées.

Un appel d'offre aura lieu en 2020 concernant les prestations délivrées par la société de sécurité Transguard pour l'ensemble des sites.

Les contrats ci-dessous ont été renouvelés pour une durée de douze mois :

- Dapco : maintenance des espaces verts

- Moonfox : maintenance de la piscine
- Kitchen solutions : nettoyage de la cuisine
- AITS : sécurité incendie sur Academic City

Enfin, la société SIS Pitches assure l'entretien des terrains de sport du site d'Academic City Secondaire et de Sharjah jusqu'en 2022.

Le CDG tient à souligner les dégâts importants constatés suite à la tempête qui a eu lieu fin Août à la veille de la rentrée des classes. Les conséquences de cette tempête sont importantes et généreront des travaux et frais non prévus dans le budget. En parallèle, à titre préventif, le CDG va faire appel à une société spécialisée pour effectuer « un audit sécurité » sur les infrastructures existantes non affectées par la tempête.

5.2.4 Processus de validation d'un prestataire

Le choix d'un prestataire suit un protocole bien défini, comme suit :

- pour tout changement de prestataire, un cahier des charges détaillant les services demandés est élaboré et un appel d'offres est lancé ;
- les réponses à l'appel d'offres sont toutes étudiées et analysées, avec étude des plis techniques préalable à celle des offres commerciales ;
- les entreprises ayant répondu à toutes les demandes du cahier des charges sont reçues pour des entretiens, des échanges et des négociations ;
- les contrats signés par le LFIGP sont systématiquement revus soit par un juriste membre du conseil de gestion, soit par un cabinet d'avocat ;
- pour tous les travaux ou achats dont les sommes dépassent un certain seuil indiqué dans la procédure interne au conseil de gestion, trois devis sont systématiquement demandés.
- L'ensemble des prestataires extérieurs sont suivis et évalués régulièrement par le Service des Opérations du LFIGP afin de s'assurer de la conformité contractuelle et de l'efficacité des actions réalisées sur les sites du LFIGP. En cas de manquements répétés les termes du contrat peuvent être remis en question.

6. Service informatique

6.1 Audit informatique

En juin 2018, un audit informatique a été lancé en vue de s'assurer de la conformité des pratiques existantes et d'identifier les dysfonctionnements éventuels.

Les contrôles effectués lors de l'audit informatique ont couvert deux volets :

1. La sécurité informatique
 - Gestion des identités et des accès
 - Infrastructure de sécurité
 - Sécurité du parc applicatif

- Gestion des incidents
- Gestion des vulnérabilités
- Sensibilisation et formation

2. Le système d'information technique et organisationnel

- Support et service desk
- Postes de travail
- Réseaux
- Serveurs
- Applications

Un plan d'action résultant de l'audit a été mis en place afin d'assurer une meilleure gestion de la sécurité du système informatique et d'assurer la mise en place d'actions correctives.

6.2 Développement du parc Informatique et remplacement des ordinateurs obsolètes

Budget investissement 2019 : AED 350 000

Les principaux investissements réalisés en 2019 couvrent :

- Remplacement d'ordinateurs obsolètes sur tous les sites ;
- Acquisition de nouveaux photocopieurs à codes individuels ;
- Equipement de nouvelles salles (laptops et accès WIFI).

Enfin, le service informatique a accueilli un responsable de service pour répondre aux besoins exponentiels de l'établissement et aux recommandations effectuées par le cabinet d'audit informatique engagé par le CDG.

7. Les actions de communication

7.1. Conseil de gestion et parents

Cette année, le Conseil de Gestion a souhaité élargir son champ d'action en réalisant des opérations de communication diverses par courrier et en établissant des contacts avec les différents acteurs de la communauté. Différents outils/ méthodes de communication ont été utilisés pour mettre en place cette dynamique.

- **Courriers** : Les communications écrites aux parents sont passées d'une moyenne de 2.5 communications écrites par an à 8 communications écrites par an, depuis décembre 2018. Communications lues par plus de 2300 parents (en moyenne).
- **Site web LFIGP** : L'accessibilité de la page du conseil de gestion a été améliorée, son contenu retravaillé. Un nouvel onglet CDG visible sur la page principale, permet désormais un accès immédiat à la page CDG.
- **Trait d'union** : Utilisé comme plateforme de communication et comme outil de « rappel » lors de rendez-vous importants notamment.
- **Rencontres** : Le CDG a par ailleurs souhaité valoriser les échanges et a donc organisé un ensemble de rencontres auprès des acteurs clef du Lycée : parents, parents représentants et membres du personnel. Des rencontres ciblées ont donc eu lieu sur chacun des sites du LFIGP, à Academic City Élémentaire et Secondaire, Oud Metha et Sharjah.
- **Participation active aux événements du Lycée** : le CDG a soutenu la mise en place de plusieurs événements au sein du LFIGP tels que le café des parents, les jeux du Golf, la soirée de remise des diplômes du bac, la visite du Poste diplomatique, l'inauguration de la section foot, l'Open Day APS, etc...
- **Sondage** : En 2019, un sondage APS/ Squad a été effectué sur tous les sites en français et en anglais (une première- dans les deux langues).

Le Conseil de Gestion reste par ailleurs à l'écoute. Suggestions et prises de contact peuvent être faites directement à l'adresse suivante : conseildegestion@lgp.ae.

7.2. Conseil de Gestion et Direction du LFIGP

Le Conseil de Gestion a un dialogue régulier avec l'ensemble de l'équipe de Direction du LFIGP. Les commissions du CDG interagissent avec la Direction dans le cadre de leurs différentes missions. Des réunions de suivis prennent place régulièrement entre le Proviseur, la Présidente et quelques membres du CDG.

7.3. Conseil de gestion et partenaires

- Le CDG a des liens privilégiés avec le Poste Diplomatique, à cet effet le Poste Diplomatique est représenté en séance plénière et a une voix consultative. L'Ambassade et le Consulat sont représentés lors des séances plénières mensuelles. De même, le Président du Conseil de Gestion et ses membres sont conviés à certaines réunions organisées par le Poste.
- Le Conseil de Gestion maintient des rapports réguliers avec l'AEFE dans le cadre des décisions stratégiques et participe aux moments de rencontres avec leurs représentants.

- Le CDG est membre de la FAPEE et peut ainsi obtenir des informations pertinentes quant au mode de fonctionnement des différents Conseil de Gestion du réseau dans le monde.
- Le Conseil de Gestion travaille avec les autorités françaises et emiriennes afin d'assurer le respect de la réglementation locale.

7.4. Actions à venir

Le Conseil de Gestion et la Direction prévoient une amélioration des plateformes de communication existantes ainsi que la création de nouveaux outils de communication modernes et plus efficaces.

Une volonté d'amélioration de la communication sur plusieurs axes :

- **Interne** : CDG-Direction-Parents-Personnels
- **Externe** : Une meilleure visibilité du Lycée, un impact fort sur l'attractivité du Lycée dans un environnement plus concurrentiel.
- **Sur la plateforme digitale/social media** : Classement SEO (Search Engine Optimization), visibilité en ligne. Appel à des techniciens spécialisés pour effectuer un travail de fond.

Les projets en cours pour 2019-2020 :

- Refonte du site du LFIGP en français et en anglais.
- Projet de création de nouvelles plateformes de communication.
- Travail sur le classement SEO : Optimisation de la visibilité du LFIGP en ligne et dans les Emirats.

8. Compliance - support juridique

Les membres de la Commission « Compliance-Affaires juridiques » ont un rôle transversal et viennent en support de l'ensemble des autres commissions à partir d'éléments communiqués par le lycée. Sur le volet des appels d'offre, cette année encore, les membres de la commission « Compliance-affaires juridiques » ont procédé à la relecture des contrats passés entre le LFIGP et ses prestataires après que ces contrats aient été revus par un cabinet d'avocats indépendant, mandaté par le lycée.

En effet, le CDG, conjointement avec la Direction, a décidé de s'adjoindre les services d'un cabinet d'avocats de renom. Ainsi une convention cadre a été passée, après un appel d'offres, entre le LFIGP et le cabinet Clyde&Co en mars 2018.

Par ailleurs, dans le contexte particulier touchant la restructuration possible de l'association, le Conseil de Gestion a engagé le Cabinet Baker & McKenzie pour le conseiller et l'aider dans la résolution de ce dossier complexe et pour faciliter ses relations avec les autorités locales. Cela a permis au Conseil de Gestion d'envoyer un courrier sur les statuts, en juin 2019, à l'ensemble des parents pour partager ses avancées.

Il conviendra de noter que l'organisation juridique actuelle de l'école demeure inchangée.

9. Bilan, enjeux et objectifs à court et moyen terme

9.1. Bilan 2018

1. Maintenir le lycée au niveau « outstanding » et poursuivre la mise en place de la stratégie de « l'excellence pour tous »
 2. Pérenniser l'équilibre financier du LFIGP
 3. Améliorer l'attractivité du LFIGP pour assurer un enseignement de haute qualité
 4. Mise en conformité de l'établissement avec la législation locale
-
- 1) Viser le niveau 'outstanding' sur tous les sites et poursuivre la mise en place de la stratégie de « l'excellence pour tous ». Le CDG et la Direction ont entrepris les actions exigées par le KHDA afin d'obtenir un reclassement de la note 'very good' annoncée en Avril 2019 et donc d'obtenir la mention 'outsanding' sur tous les sites. Mention qui avait été perdue notamment en raison des quotités horaires liées à l'éducation islamique et aux cours d'arabes.
 - 2) Pérenniser l'équilibre financier : Améliorer le contrôle financier et effectuer des suivis avec les services en vue d'améliorer la mise à disposition régulière des données comptables et financières. Aussi, le CDG a mis en place des procédures de contrôle des charges pour pallier à la baisse des revenus suite au gel des frais de scolarité notamment ;
 - 3) Améliorer l'attractivité du LFIGP pour assurer un enseignement de haute qualité- Le CDG a poursuivi l'accompagnement de la Direction pour la mise en application du projet d'établissement couvrant les années 2016 à 2019.
 - 4) Mise en conformité de l'établissement avec la législation locale. Compte tenu de l'évolution légale que connaît le pays, le LFIGP se doit de revoir sa structure pour se conformer aux changements attendus par les autorités. Dans cette démarche, le CDG est accompagné par les autorités françaises et un cabinet d'avocat pour appréhender au mieux les implications de cette évolution.

9.2. Objectifs à court et moyen terme

1. *Parvenir au niveau « Outstanding » sur le site d'Academic City et maintenir les mentions attribuées à Oud Metha et Sharjah*
2. *Cibler les investissements contribuant à offrir un meilleur environnement éducatif pour les élèves et les personnels.*
3. *Soutenir la mise en place d'une offre sportive valorisante pour tous : sections sportives, squads et APS*
4. *Consolider la nouvelle politique des langues introduite en septembre 2019.*
5. *Poursuivre la mise en conformité de l'établissement avec la législation locale.*

Chers membres actifs de la communauté scolaire du Lycée Français International Georges Pompidou,

Le rapport pour la période 2018-2019 est désormais disponible. Il présente la synthèse des travaux que nous avons menés tout au long de cette année et vous permet d'avoir une meilleure connaissance de nos actions.

Nous souhaitons avoir répondu à vos attentes. Nous serons heureux de répondre à toute question complémentaire que vous nous soumettrez. Si vous souhaitez plus d'informations, les documents financiers et comptables sont également disponibles, sur demande, auprès du service financier de l'établissement et consultables à Academic City.

Le 26 novembre prochain, aura lieu l'Assemblée Générale Ordinaire qui nous permettra de revenir sur tous ces points détaillés dans le présent rapport et qui sera, comme chaque année, un moment privilégié d'échanges entre vous et nous.

Le vote pour l'élection du prochain Conseil de Gestion sera ouvert à l'issue de cette Assemblée. Comme le prévoient les statuts, seuls pourront voter les membres actifs de l'Association : parents d'élèves à jour du règlement de tous les frais et droits de scolarité.

Le Conseil de Gestion est le représentant des parents d'élèves, membres de l'Association. Votre soutien et votre présence aux réunions et assemblées générales sont indispensables à notre action.

Au plaisir de vous accueillir nombreux le 26 novembre prochain.

Bien cordialement,

Shérine SHARARA
Présidente du Conseil de Gestion